

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Capitalisme!

A l'issue du conseil des ministres, c'est Giscard lui-même qui a tenu à commenter le plus récent méfait de son gouvernement, baptisé « Remise en ordre de la sidérurgie ». C'est 10 000 à 20 000 nouveaux licenciements en fait qu'il s'est attaché à justifier.

Le raisonnement, vous le connaissez, il s'agit de licencier pour créer des emplois. Bien entendu, il faut être un capitaliste pour apprécier pareille logique.

Giscard ajoutait à tout cela que son unique préoccupation est que « la France gagne ». Eh oui, la France des financiers, des trusts, des monopoles, des firmes... il faut qu'ils gagnent, qu'ils amassent, qu'ils accumulent !

Pendant ce temps, plusieurs milliers de sidérurgistes devraient rejoindre leurs camarades déjà jetés à la rue par les besoins de l'acier.

Depuis des générations, ils ont trimé, ils ont été mutilés, ils sont morts pour couler l'acier. Depuis des générations, d'autres ont bâti, sur ce sang et cette sueur, des fortunes colossales.

Mais voilà, dans la France d'aujourd'hui, les fortunes ne grossissent plus assez vite dans l'industrie du fer. Alors, les hommes de la finance, les maîtres de forge et leurs compères qui sont à la tête de l'État ont décidé qu'il fallait rentabiliser ce qui pouvait l'être et liquider le reste.

La question, c'est que le capital grossisse et fructifie, que l'argent fasse des petits dans les coffres des capitalistes. Car, c'est à cela, et à cela seulement, que sert le travail de l'ouvrier dans cette société.

Et s'il advient que l'exploitation des ouvriers ne permette plus d'assez gros profits dans une branche, alors ceux-ci n'ont plus qu'à devenir chômeurs. Les affaires sont les affaires.

Giscard, en terminant son commentaire télévisé, évoqua les millions de jeunes qui viennent de faire leur rentrée à l'école, pour conclure : « Il faut préparer leur avenir et leur emploi ».

Quel cynisme alors qu'il s'emploie à leur procurer chômage et misère pour que sa classe puisse préserver ses profits. Ce sont nos luttes, c'est notre lutte pour renverser cette société pourrie qui préparera l'avenir - un avenir qui fait peur à Giscard - un avenir débarrassé des rois de l'industrie et de la finance. Un avenir où le droit au travail sera garanti parce que le travail aura pour but non pas l'accumulation de profits mais la satisfaction des besoins du peuple.

Claude BUISSON



SIDERURGIE

Un plan de chômage !

« Remise en ordre de la sidérurgie », « Que la France gagne », dit Giscard.

Les maîtres de forge gagnent 38 milliards de dettes dont il leur fait cadeau.

En échange, l'État devient actionnaire des trusts sidérurgiques. Le plan passe sous silence les licenciements des ouvriers sidérurgistes mais en prépare 10 à 20 000 de plus.

Voir page 3

Giscard à la télévision

Compétitivité avant tout

Le maître-mot du discours de Giscard, à la télévision mercredi, c'est compétitivité. La compétitivité, la rentabilité, telle est la toile de fond de la politique de la bourgeoisie capitaliste.

Le progrès de l'union européenne qui se manifeste par la création, face au dollar, d'une monnaie européenne est le résultat de la lutte entre capitalistes européens et américains.

Ce qui guide les monopoles européens à unir leurs efforts, c'est la recherche du profit, de la compétitivité accrue dans le cadre européen des monopoles de chaque pays.

« La France qui gagne », il est significatif que cela ait été le thème favori de l'intervention de Giscard. « Ce que je cherche à faire, c'est... que la France gagne dans la compétition internationale. »

Là aussi, le maître-mot de la politique du pouvoir, c'est la

compétition, c'est-à-dire la course aux profits.

Giscard n'a pas dit un mot des restructurations en cours dans la sidérurgie et qui jetteront des milliers d'ouvriers sur le pavé. Il a même prétendu se soucier de l'emploi des Français et de l'avenir des écoliers. En matière de cynisme, on ne fait pas mieux.

Contrairement à ce que dit Giscard, loin de bénéficier de la course acharnée à laquelle se livrent les capitalistes, les travailleurs en pâtissent.

Les bénéficiaires de ces restructurations, ce sont les monopoles. Elles leur permettront d'accroître leurs profits. Or, cela ne peut se faire que par des milliers de licenciements.

Alors que les capitalistes s'organisent et passent à l'offensive, les ouvriers et les paysans, petits et moyens, doivent aussi s'organiser et refuser la ruine et les licenciements à grande échelle que leur réservent les capitalistes.



Les maîtres de forge avaient la plus grosse dette mondiale : 38 milliards. Giscard leur en fait cadeau.

Espagne

Le PCE, prêt à s'associer à la droite traditionnelle, pour un nouveau « pacte social ». Page 2

Où en est le PCF ?

Tout va-t-il très bien, Monsieur Paul Laurent ? Ce n'est pas ce qui semble à la lecture de son livre « Le PCF comme il est ». Page 5

Meeting de Montréal

Vibrant hommage à Mao Tsé-toung. Discours de Claude Lebrun. Page 7

Rentrée scolaire

Parents-professeurs, titulaires-auxiliaires contre Beulac. Page 6

Des mères de famille témoignent sur la rentrée. Page 8

LE MONDE EN MARCHÉ

Espagne

Le PCE pour un nouveau pacte social

L'année dernière, en octobre, les partis politiques parlementaires espagnols signaient le Pacte de la Moncloa. Le PCE s'associait alors à la droite traditionnelle pour élaborer une politique commune sur le plan social. Un nouveau pacte du même type sera probablement mis en œuvre cette année. Le vice-président du gouvernement, qui a émis l'idée, a, en fait, déjà reçu l'accord de tous les partis.

Le PCE est assurément le parti le plus favorable à la signature de ce nouveau pacte. On serait alors tenté de croire que le précédent eut des répercussions largement positives pour les travailleurs. Qu'en est-il ?

UN BILAN NEGATIF POUR LES TRAVAILLEURS

Les différents participants du Pacte de la Moncloa étaient tombés d'accord sur divers points : la gravité de la crise économique, la « nécessité de répartir équitablement entre tous les groupes sociaux le coût des mesures destinées à surmonter la crise ». Les mesures qui en résultaient étaient, entre autres : la limitation des hausses de salaire entre 20 et 22 % (alors que la hausse du coût de la vie était de 30 % en 1977) et de droit pour les

patrons de licencier 5 % de leur personnel.

Les résultats ont été aussi concrets que les mesures : quatre mois après le Pacte, le chômage avait crû de 24 % et actuellement, c'est plus d'un travailleur sur dix qui se trouvent au chômage et pas même la moitié d'entre eux ne touchent des allocations.

Ce Pacte avait d'ailleurs reçu l'accueil mérité. D'imposantes manifestations ont suivi sa signature, les travailleurs montraient ainsi le peu de confiance qu'ils lui accordaient.

L'Andalousie, la région la plus méridionale du pays et aussi la plus touchée par la crise, fut le terrain privilégié de ces luttes.

LA RAISON D'UNE TELLE POLITIQUE

Carrillo et toute la direction du parti révisionniste

avait accepté de signer l'an dernier ce Pacte. Il impliquait que les travailleurs devaient faire les frais de la crise autant que les capitalistes alors que ce sont eux les responsables de cette situation. De plus, comme il fallait le prévoir, les patrons ont fait tout porter sur le dos de ceux qui travaillent.

Y avait-il autre chose à attendre de ceux qui exploitent chaque jour les millions de gens qu'ils emploient ?

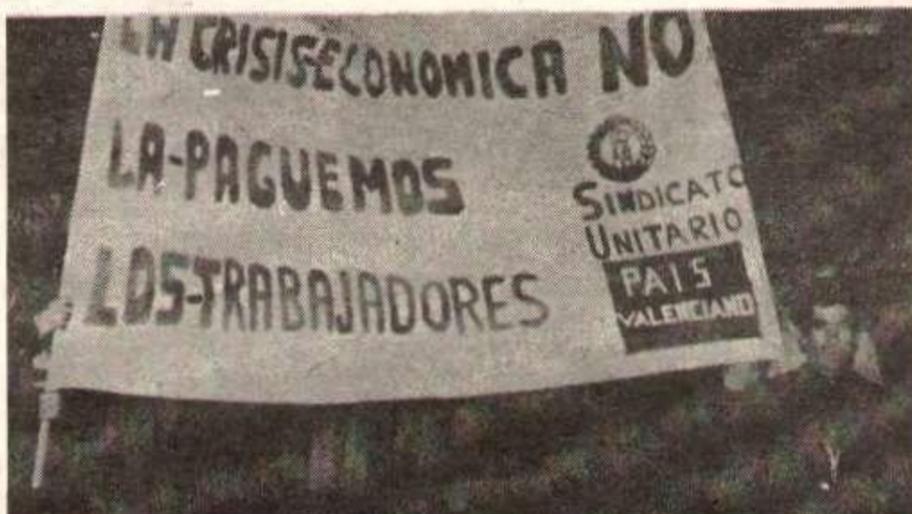
Est-ce là un simple incident de parcours dans la politique du PCE ?

Certainement pas puisqu'aujourd'hui, il est prêt à recommencer. Dès cet été, les dirigeants du PCE ont fait savoir qu'ils seraient favorables à la conclusion d'un nouveau Pacte. Mieux, il propose maintenant que celui-ci s'établisse pour une durée de trois ans.

Alors pourquoi cette attitude ?

Parmi les arguments du PCE, on retrouve toujours la même idée : bourgeoisie et prolétariat doivent s'unir face à la crise (on sait ce que cela veut dire !)

Les considérations économiques ne sont pas les seules qui guident la politique du PCE. En effet, il estime que, grâce à la signature d'un tel Pacte, il n'y aura pas de « tensions socia-



Sous une banderole du Syndicat unitaire, les travailleurs de la région de Valence refusent de payer la crise.

les ». Cet argument montre à quel point en est arrivé le PCE dans le domaine de la trahison : non seulement il n'organise pas et ne soutient pas les luttes des travailleurs mais, en plus, il les condamne et agit ouvertement de manière à les enrayer, les représentant comme un fléau national.

Autre argument : un tel pacte doit empêcher le développement du terrorisme et la prise en main du pouvoir par la droite.

Le pouvoir : cette fois, le mot est lâché. Derrière toutes ces justifications, c'est bien lui qui intéresse le PCE. Le parti révisionniste ne représente qu'une force minime aux Cortés (le Parlement espagnol) avec 5,4 % des voix. En fait, un accord le liant aux autres forces politiques est le seul moyen pour lui d'avoir un certain droit de regard sur sa politique dans le pays. C'est pour cette raison qu'il espère pouvoir poursuivre aussi longtemps que possible cette

collaboration. Il est d'ailleurs le seul parti à proposer une durée de trois ans pour le futur pacte. Le PSOE, le principal parti de l'opposition espère, quant à lui, pouvoir gouverner seul ou imposer les alliances qu'il entend.

Tout cela nous mène bien loin des considérations des travailleurs. Le PCE semble plus soucieux de ne pas déplaire à la bourgeoisie.

LES ACCORDS SYNDICATS-PATRONAT

Parallèlement se déroulent des discussions entre les deux principales centrales syndicales et le patronat, les commissions ouvrières, dirigées par le PCE et l'UGT, que contrôle le PSOE.

Ces deux syndicats se sont déclarés prêts à accepter, pour la deuxième année consécutive, une limitation des hausses de salaire afin de permettre aux patrons d'investir. Par ailleurs, consta-

tant que l'absentéisme et « l'indiscipline » ont progressé dans les entreprises, ils estiment avec le patronat que des contrôles devront être institués de manière à accroître la productivité pour le bien des patrons.

Par rapport aux licenciements, le patronat voudrait une liberté totale, les syndicats ne l'ont pas accepté. Toutefois, ils sont parvenus à un compromis : d'accord pour les licenciements mais ceux-ci devront être négociés et planifiés.

Tout cela paraît un peu gros et pourtant...

Il faut avouer que les dirigeants syndicaux ne s'embarrassent guère de scrupules pour mener leur politique de collaboration. Un tel degré de trahison, qui les rapproche peu à peu des Trade Unions britanniques, fait que les travailleurs ne se tournent de plus en plus vers un véritable syndicat de lutte de classe, le Syndicat Unitaire.

Evelyne LE GUEN

URSS-Vietnam

Plus un mensonge est gros

Voici deux faits que nous livrons tels quels aux lecteurs qui se demandent qui de la Chine ou du Vietnam dit la vérité dans le conflit Vietnam-Chine. Ils montrent au moins une chose : Moscou relayé par le Vietnam fabrique et répand des informations qui ne sont que mensonges, ils n'hésitent pas à utiliser des arguments qui se contredisent mutuellement pour discréditer la Chine.

réels et les objectifs du mouvement de libération national.

Par contre, un autre texte de l'agence Tass affirme sans crainte du paradoxe : « Les communautés chinoises forment la base des mouvements rebelles engagés dans les activités subversives contre les gouvernements de ces pays (la Malaisie et l'Indonésie - NDLR) tandis qu'en Birmanie, les rebelles antigouvernementaux sont armés par la Chine et aux Philippines, les agents maoïstes ont monté un centre de subversion. »

Alors, il faudrait savoir : ou bien la Chine trahit, ou bien elle soutient les peuples en lutte (qualifiés avec mépris par Moscou de « rebelles antigouvernementaux »).

Après de tels mensonges, quand l'URSS et le Vietnam accusent la Chine d'attaquer le Vietnam, comment porter le moindre crédit à leurs affirmations ? Et comment ne pas plutôt croire la Chine, qui vient encore d'élever une protestation auprès du gouvernement vietnamien pour violation de la frontière chinoise et répression des populations frontalières ?

Le 28 août, l'agence Tass donnait « l'information » suivante : « Vang Pao, chef de file de l'armée secrète des Méos, formée par la CIA en territoire du Laos a effectué une visite secrète en Chine et s'est entretenu avec des dirigeants de Pékin ». Cette nouvelle était reprise illico presto par les journaux vietnamiens. On la retrouvait quelques jours plus tard dans les journaux Le Monde et L'Humanité. Or cette information est un mensonge pur et simple !

LE RIDICULE N'ÉTOUFFE PAS

D'une part, le journal chinois Renmin Ribao a publié le 9 septembre un article de protestation expliquant que cette information était montée de toutes pièces par Moscou. D'autre part, l'agence Associated press a publié le 14 septembre la dépêche suivante : « Contacté mercredi par Associated press dans sa maison de Hamilton (Montana), l'ancien leader (Vang Pao) a déclaré par la voix de son fils Sifouk Vang qui parle anglais, qu'il n'avait jamais été à Pékin ou ailleurs récemment ». L'information ajoute que Vang Pao a fui son pays (Le Laos) et vit aux USA depuis 1975.

Ainsi, le bulletin d'information de l'ambassade soviétique à Bangkok écrit « La Chine trahit les intérêts ».

Claude LIRIA

A propos de l'assassinat d'un opposant bulgare A qui profite le crime ?

Le 1er septembre, l'écrivain bulgare Georgi Markov, émigré en Angleterre, a été assassiné à Londres. Selon l'enquête en cours, il aurait été frappé au moyen d'un parapluie qui contenait un produit toxique.

qui vit aux USA, avait lui aussi été victime d'un attentat, de même que Vladimir Kostov, l'ancien correspondant en France de la radio-télévision bulgare, en août dernier, en plein Paris.

L'assassin de Markov n'a pas été découvert, pas plus que ceux qui avaient tenté de tuer Brankov ou Kostov. Mais on suspecte fortement les services de « sécurité » bulgares. Il suffit de recher-

cher à qui le crime profite : comme Brankov et Kostov, Markov avait beaucoup trop de choses sur la vie corrompue des milieux dirigeants bulgares. Avant de quitter son pays, en 1969, il avait été l'ami du numéro un bulgare, Todor Jivkov. Et dans les émissions en bulgare de la radio occidentale à laquelle il travaillait, il « nommait notamment les maîtresses des personnalités bulgares », a indiqué sa femme Anabel Markov. Markov était un témoin trop gênant.

De son côté, Kostov, quand il avait demandé l'asile politique en France, avait déclaré : « Nous sommes persuadés, ma femme et moi, que la politique menée par l'équipe dirigeante actuelle du Parti communiste bulgare, et plus précisément la politique d'intégration avec l'URSS, menace gravement l'indépendance nationale et restreint de plus en plus la manifestation de l'esprit national bulgare. »

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

DANS L'ACTUALITE

Sidérurgie

Un plan de chômage

Le plan pour la sidérurgie a été rendu public hier mercredi. Combien de travailleurs les capitalistes vont-ils essayé de licencier ? Le projet est muet là-dessus.

Ainsi, sur le plan financier, l'Etat remboursera treize milliards d'emprunts aux porteurs d'obligations à la place des bénéficiaires Sacilor, Usinor, Neuves-Maisons-Châtillon. Trois sociétés financières qui contrôleront

les trois boîtes sont créées ; elles seront financées par l'Etat et les banques nationalisées ; les dix milliards dus par les patrons de l'acier au Trésor public seront à leur charge.

Par exemple, pour Usinor, une société financière est créée par les principaux créanciers de la firme, avec un capital de deux milliards. Ses actionnaires ? L'Etat principalement. Autrement dit, l'Etat se sub-

titue aux capitalistes.

Cette intervention accrue de l'Etat s'accompagne au plan économique et industriel d'un rapprochement des trois groupes avec d'autres boîtes de la métallurgie. Ainsi, entre Usinor et Chiers-Châtillon. En même temps, il y aura une rationalisation et une harmonisation des gammes de fabrication entre Sacilor et la métallurgie de Normandie, ce qui entrainera la ferme-

ture d'installations (produits longs).

Concentration accrue, intervention de l'Etat, licenciement des ouvriers ; ainsi fonctionne le système capitaliste.

Ce plan passe sous silence les conséquences qu'il aura sur les travailleurs. Il est simplement dit qu'il y aura des négociations avec les syndicats pour une nouvelle convention collective. Les dirigeants du PCF

vont faire une contre-proposition pour la « survie de la sidérurgie » à l'Assemblée nationale. Dans le cadre du système capitaliste, « sauver la sidérurgie », ça veut dire la rendre plus apte encore à affronter la concurrence, la rendre plus compétitive, c'est ce que fait Giscard, avec les conséquences que l'on sait pour les travailleurs. De plus, depuis quand, maintenant,

les travailleurs devraient-ils compter sur le Parlement pour lutter contre les licenciements ?

Les ouvriers n'ont rien à attendre de telles contre-propositions. Seule leur unité à la base et dans l'action leur permettra d'arrêter ce nouveau sale coup de Giscard et des maîtres de forge.

René BREAND



Tableau des prises de participation financière aux groupes sidérurgiques

- Participation directe de l'Etat 45%
- Participation indirecte de l'Etat 60%

L'industrie sidérurgique n'est pas un « canard boiteux », pour le gouvernement. S'il a « laissé tomber » Boussac, il regonfle par ailleurs, les différentes sociétés sidérurgiques.

Dans le plan « sidérurgie » qu'a proposé le gouvernement, on peut retenir plusieurs aspects.

- La participation directe de l'Etat.
- La participation indirecte de l'Etat.
- « L'évaporation » des dettes des groupes sidérurgiques aux banques.

REPARTITION DES PARTS

Usinor (Usine sidérurgique du Nord, de l'Est de la France), Chiers-Châtillon (Neuves-Maisons), Sacilor (Société des Acieries et Laminier de Lorraine) et sa filiale Sollac (Société lorraine de laminage), ces sociétés sidérurgiques seront coiffées par trois sociétés financières nouvelles.

Plusieurs groupes et organismes posséderont des parts dans le capital de ces trois sociétés financières, donc dans les groupes sidérurgiques.

- L'Etat aura 15 % du capital.
- La Caisse des dépôts et consignations (indirectement l'Etat) possèdera 30 % du capital.
- Le Crédit national aura 10 % du capital.
- Les banques dont les sociétés sidérurgiques étaient débitrices, qu'elles soient nationalisées ou non, se partageront 30 % du capital.
- Enfin, le Groupement de l'Industrie Sidérurgique (GIS) aura 15 % du capital.

CADEAU DE L'ETAT

Or, la participation de l'Etat de 15 % au capital

de ces nouvelles sociétés financières - qui contrôleront les groupes sidérurgiques - correspond intégralement à la dette, une dette de 9 milliards, que ces groupes avaient contracté auprès de l'Etat - c'est-à-dire le FDES. C'est donc à 300 millions de francs que s'élève le cadeau direct de l'Etat aux groupes sidérurgiques, pour le moment.

Apparemment, il est exclu que ces sociétés remboursent un jour l'Etat, puisque il est prévu « d'étaler le remboursement aussi longtemps que les résultats des sociétés l'exigeront. »...

CADEAU DES BANQUES

La participation des banques nationalisées ou non, au capital des sociétés financières s'élève à 30 %.

Coincidence ? La dette des groupes sidérurgiques à ces banques s'élève à 600 millions de francs, ce qui correspond là aussi aux 30 % de la prise du capital.

Un petit cadeau pour

favoriser la bonne marche de ces nouvelles sociétés.

Les banques, pas chiches, renoncèrent aux 400 millions de francs d'intérêt que ces groupes lui devaient, soit 80 millions par an.

... PLUS UNE AIDE FINANCIERE DE L'ETAT

Cependant, des factures à payer trainent encore dans les tiroirs, comme celle des emprunts auprès du Groupement de l'Industrie sidérurgique (GIS) et auprès du Crédit national, qui ont, rappelons-le respectivement 15 % et 10 % du capital financier dans ces sociétés.

Pour pouvoir payer ces emprunts, une Caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA) de 100 millions va être inaugurée. Elle sera alimentée doublement par l'Etat, d'une part directement par la Caisse des dépôts. La générosité du gouvernement étant sans borne, il n'est pas impossible qu'un crédit de deux milliards soit ouvert, pour alimenter cette Caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA).

Les ouvriers d'Usinor-Denain bloquent l'autoroute Paris-Bruxelles

Mardi 19 se tenait la réunion du CE d'Usinor-Denain. Tandis que les deux mille (on parle maintenant de 5 000) licenciements étaient confirmés, la direction annonça une période de chômage de deux mois : 12 heures hebdomadaires, ce qui ramène l'horaire à 28 heures par semaine. De plus les heures chômées seront compensées seulement à 50 % au lieu des 60 % antérieurs.

Après un meeting, les ouvriers en masse, banderoles déployées, ont bloqué pendant une heure l'autoroute Paris-Bruxelles.

Au même moment, les sidérurgistes de la SCNM (ex. Chiers) à Anzin, bloquaient la nationale 48, pour marquer leur détermination à lutter contre les 420 licenciements annoncés par suite du rapprochement Usinor-Châtillon-Neuves-Maison.

Correspondant HR

Nationalisations : est-ce la solution ?

« Une industrie d'avenir », c'est le titre que donne l'Humanité du 21 septembre à l'un de ses articles où elle dénonce le « tapage organisé par le gouvernement sur le prétendu sauvetage de la sidérurgie » et fait, par contre, grand bruit autour de la solution préconisée par les dirigeants du PCF : les nationalisations.

« L'intervention directe de l'Etat dans le capital des sociétés sidérurgiques, dit-elle, - qui aboutit à un contrôle étatique du secteur - confirme, s'il en était besoin, que les maîtres de forge ont fait leur temps. Elle démontre bien que la nationalisation est plus que jamais nécessaire pour assurer l'avenir. »

On n'est pas étonné de voir les dirigeants du PCF,

à l'occasion de mesures qui touchent gravement les travailleurs, mettre en avant à nouveau le remède miracle des nationalisations, pièce-maitresse de leur programme.

Mais qu'apporteraient, en fait, de telles nationalisations en système capitaliste ? Il suffit pour cela de regarder ce qui se passe dans le vaste secteur, déjà nationalisé en 1945 par la bour-

geoisie - SNCF, EDF, les PTT, les banques, etc.

Les trusts n'appartiennent plus maintenant à des barons de la finance comme Empain et autres Rotschild, mais sont devenus la propriété de l'Etat qui se comporte à leur égard en bon patron capitaliste.

SAUVER LA RENTABILITE ET LA COMPETITIVITE

Rentabilité, productivité, compétitivité, loin d'être remises en cause, sont mises à l'honneur. Dreyfus, pour ne citer qu'un des PDG nouvelle manière de ces trusts nationalisés, aimait, lorsqu'il dirigeait avec Renault l'exploitation des travailleurs

aux quatre coins du monde, vanter la rentabilité de cette usine d'automobiles bien française que vantaient aussi les dirigeants du PCF.

Rocard, dirigeant du PS, a plus d'une fois cité en exemple l'efficacité de la gestion « nationalisée » de la SNCF, se félicitant qu'elle ait pu, grâce à la vigilance et au bon contrôle de l'Etat, « réduire de moitié ses effectifs ».

UNE SOLUTION POUR QUI ?

Que les nationalisations constituent donc un bon remède pour le capitalisme et servent collectivement les patrons de trusts en intervenant dans tel ou tel

secteur qui exige d'énormes investissements, et où le taux de profits devient moins intéressant qu'ailleurs, on ne saurait donc en douter. Les dirigeants du PCF tiennent bien leur solution capitaliste comme la bourgeoisie au pouvoir à la sienne.

Mais qu'en est-il pour les travailleurs ? Rien de changé pour eux dans les entreprises nationalisées ! Comment la SNCF a-t-elle réduit ses effectifs de moitié depuis la Libération, si ce n'est en licenciant des milliers et des milliers de travailleurs ? Les boîtes sous-traitantes de Renault ou EDF licencient, ferment, utilisent des intérimaires à tire-larigot. Les PTT, avec l'éducation na-

tionale, sont des secteurs de pointe en matière d'auxiliaire et donc d'emploi précaire. Et si les entreprises nationalisées sont rentables, c'est, comme les autres, sur le dos des travailleurs qu'elles exploitent.

Les luttes menées dans l'année écoulée à plusieurs reprises par les travailleurs d'EDF, de la SNCF et de Renault, il y a quelques mois, font la preuve par la pratique de ce qu'il faut penser des nationalisations que proposent les dirigeants du PCF. Une solution pour sauver le capitalisme et l'aider à préserver ses profits en restructurant l'industrie, peut-être, mais en aucune manière une solution pour les travailleurs.

DANS L'ACTUALITE

Ceyrac et Boulin : il faut casser les 90 % !

L'assemblée générale du CNPF qui s'est réunie mardi a confirmé le refus catégorique des patrons d'accroître les charges sociales des entreprises. En particulier, les patrons se sont prononcés contre l'augmentation de leur participation à l'UNEDIC, fonds pour indemniser le chômage.

Comment est financée l'UNEDIC ?

L'UNEDIC est financée à 80 % par les employeurs et à 20 % par les salariés. Elle sert à verser la presque totalité des indemnités de chômage, puisque la participation de l'Etat au financement des prestations est de 22 % (contre 50 % il y a 20 ans).

Le conseil d'administration qui se réunit le 27 septembre a déjà fait savoir la précarité de la situation financière de cet organisme : il arrive tout juste à joindre les deux bouts cette année, il prévoit un déficit de 3 mil-

liards de francs pour l'an prochain si aucune mesure n'est prise.

Boulin, de son côté, a fait savoir que le gouvernement n'entend pas accentuer son effort. Mais puisque le chômage augmente et que le nombre des salariés diminue, le fonds pour indemniser le chômage va diminuer. C'est pourquoi, l'intention des patrons et du gouvernement, c'est de réorganiser le mode d'indemnisation, ils veulent faire accepter une « dégression de l'indemnisation à 90 % » au cours de l'année : par exemple, 90 % au pre-

mier trimestre, 80 % au deuxième, 70 % au troisième et 60 % au quatrième. « C'est plus inégalitaire à la recherche d'un emploi » selon eux, en réalité, une façon d'obliger les chômeurs à accepter de prendre un travail moins qualifié puisque, plus ils ont de mal à retrouver un emploi, plus ils sont pénalisés. A cette condition, d'ailleurs, l'Etat serait prêt à donner un petit coup de pouce pour permettre l'augmentation de l'allocation ASSEDIC des chômeurs actuellement à 40 et 35 %.

Ainsi apparaît plus clairement encore le véritable objectif du gouvernement quand il a créé l'indemnisation à 90 %. C'était, au début de la crise et au moment de deux échéances électorales, un moyen

de faire accepter les licenciements « pour raison économique ». Cette mesure qui a pourtant une application très restreinte, car très peu de chômeurs remplissent les conditions pour la recevoir (*), est devenue pourtant trop lourde pour les patrons et pour le gouvernement, avec l'augmentation continue du chômage et moins nécessaire puisqu'il n'y a plus d'échéance électorale importante dans un proche avenir. Il faut donc la casser. C'est ce que patrons et syndicats vont discuter ces jours-ci.

*Selon les chiffres du CNPF lui-même, sur les 857 458 demandeurs d'emploi secourus du mois de juillet 1978, 175 128 seulement touchent 90 % de leur salaire (!)

Terrin - Marseille

Le socialiste Defferre au travail

« Reprenez le travail pour un mois », a demandé mardi soir Gaston Defferre aux syndicats CGT et CGC de la SAM et de Sud-Marine, les deux sociétés Terrin sur les quatre ont trouvé « un patron », M. Langlois. C'est ainsi que s'est terminée la table ronde convoquée par le maire de Marseille sur Terrin.

En effet, la société AMREP accepte de prendre en gérance les sociétés SAM et Sud-Marine. Le directeur général adjoint de l'AMREP, a donné comme condition première la reprise du travail dans les deux usines : « Il est indispensable que le personnel reprenne le travail vendredi pour que l'activité redevienne normale la semaine prochaine. Si cela n'était pas le cas, nous ne pourrions pas poursuivre. » Defferre renchérit : « Il faut que le travail reprenne, car autrement, nous aurons, vendredi, 1 200 licenciés de plus sur les bras. »

Ainsi, le maire de Marseille met tout son poids dans l'entreprise de division organisée par les capitalistes envers ceux qu'il appelle déjà « Les licenciés » de Terrin. N'a-t-il pas déclaré à des journalistes ce même mardi

qu'il ne s'agissait pas d'empêcher des licenciements, puisqu'ils avaient été prononcés, mais de redonner des emplois ? Une différence de formulation qui en dit long sur les concessions que le maire de Marseille est prêt à accepter.

La réponse des travailleurs est toute différente. La reprise en location-gérance par l'AMREP était subordonnée à l'ultimatum : Reprenez le travail lundi ! Le journal le Provençal de Defferre peut titrer le « plan de la dernière chance », les ouvriers n'ont pas cédé à ses pressions, ils sont toujours en grève. Aujourd'hui jeudi devrait avoir lieu leur assemblée générale pour qu'ils arrêtent leur position définitive vis-à-vis de la décision de location-gérance du tribunal.

Nicaragua

Ce n'est pas fini...

Après Masaya, Chinandega, Leon, c'est maintenant la ville d'Esteli qui est mise à feu et à sang par la Garde nationale de Somoza. Les bombardements se succèdent. Tous les foyers de résistance sont pilonnés à la roquette, des incendies sont allumés. Quand les gens sortent pour éteindre l'incendie, l'aviation mitraille.

Alors la Garde nationale prend le contrôle de la

ville : cela veut dire ratisage de la ville. Chaque maison est fouillée et, bien sûr, pillée.

La Garde nationale et les mercenaires qui l'accompagnent ont remporté la victoire : ils ont tué plusieurs centaines de personnes. A Leon, la répression qui a suivi la reprise du contrôle de la ville, a fait presque 400 morts.

L'insurrection est-elle finie pour autant ? Certainement pas, affirme le Front sandiniste qui, depuis le début, mène et dirige l'insurrection. Miguel Castaneda, représentant du Front sandiniste, actuellement de passage à Paris, a notamment déclaré : « Il est vrai que les armes nous font défaut. Mais nous pensons

qu'à la supériorité militaire et technique de la Garde nationale, nous pouvons opposer notre supériorité stratégique, tactique et surtout morale. »

Effectivement, durant ces batailles, peu de combattants ont été tués. Ils se replient à temps, vont plus loin, organisent une nouvelle résistance.

La supériorité morale, c'est le soutien de tout le peuple du Nicaragua. Somoza, en massacrant les populations des villes, espère que les sandinistes seront jugés responsables et rejetés par le peuple.

Peine perdue. Dans ces massacres, le peuple y voit une raison de plus pour poursuivre la lutte contre la dictature et pour soutenir

les sandinistes. Non, tout n'est pas fini. D'autres foyers de résistance, notamment dans le sud du pays, se créent.

Miguel Castaneda explique que l'insurrection lancée, le 9 septembre dernier, « n'est pas une offensive générale, mais le début d'une insurrection. Nous disposons de réserves qui devraient nous permettre d'engager l'attaque finale. »

Les réserves humaines, ce sont les 2 000 combattants réguliers du Front, ce sont aussi les 20 à 30 000 membres des milices populaires et les milliers de jeunes, les muchachos, qui ont mené de violents combats contre la Garde nationale sous la direction des sandinistes.

Afrique du Sud

La fausse sortie de Vorster

Le premier ministre du régime raciste sud-africain a annoncé mercredi qu'il

avait l'intention d'abandonner ses fonctions, pour raisons de santé. Il a néanmoins poursuivi en disant qu'il n'excluait pas de briguer la présidence de la République. Celle-ci est vacante depuis un mois, depuis la mort de l'ancien président Diederichs.

Pour mieux comprendre cette fausse sortie de Vorster, il faut savoir qu'au terme d'une réforme constitutionnelle qu'il a lui-même préparée, le régime sud-africain est appelé à devenir une régime présidentiel. Vorster restera donc au pouvoir à Pretoria.

Successeur de Verwoerd depuis 1966 à la tête du pays de l'apartheid, Vorster est un théoricien et un des plus farouches défenseurs du racisme institutionnalisé

sur lequel repose toute la domination blanche en Afrique du Sud.

Militant dans une organisation nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Ossewa Brandwag, Vorster est en 1961 ministre de la police, de la justice et des prisons. Son zèle répressif le désigne tout naturellement à la mort de Verwoerd pour lui succéder au poste de premier ministre. Brutal et cynique, il régnait depuis lors, essayant, par la répression et l'assassinat de prolonger un système qui est de toute façon condamné.



Saint-Mars-la-Jaille (44)

Grève de la faim d'un couple de fermiers

Les époux Cadiot sont fermiers près d'Ancenis (Loire-Atlantique). Ils élèvent des génisses sur une trentaine d'hectares. La maison d'habitation ? Deux pièces pour le couple et leurs six enfants. Le propriétaire, Charles-Henri de Cosse Brissac, refuse de faire faire les travaux d'aménagement.

Récemment, la coopérative qui leur fournissait les aliments pour le bétail a annoncé qu'à la fin du mois elle arrêterait ses livraisons, car pour Cadiot comme pour de nombreux autres petits paysans, l'endettement s'est accru au cours des dernières années.

Mis ainsi dans l'impossibilité de continuer leur élevage, ils ont décidé de faire la grève de la faim devant le siège du Crédit agricole, grève qu'ils avaient annoncée à la fête anti-expulsion de Pézé-le-Robert (Sarthe).

En 1975, Jean et Annick laissent volontairement une ferme de 24 hectares qu'ils exploitaient à un jeune agriculteur pour qu'il s'installe. Mais pour eux, sur les trente hectares en ferme qu'il leur reste, ça veut dire un travail encore plus intense, des aménagements pour le drainage et l'irrigation à faire.

Or, le Crédit agricole ne leur accorde des prêts qu'au compte goutte, et de plus fait peser la menace de la saisie-arrêt pour leur remboursement. Puis bientôt cette banque refuse un prêt dont les Cadiot avaient un besoin urgent...

La vie des petits paysans tient aussi aux banques. Les grands capitalistes étouffent la petite agriculture, pour rendre ce secteur plus « compétitif » dans la concurrence capitaliste. A Terrin, dans la sidérurgie, c'est la « compétitivité » aussi qui jette les ouvriers au chômage. Quand Giscard dit « il faut gagner », on voit qui en fait les frais !

Paris

Evacuation par la police d'un foyer

Cinquante jeunes Calédoniens ont été évacués, lundi 18 septembre, de leur foyer, à Paris, par la police.

Depuis novembre 1976, ils occupaient leur foyer, s'opposant ainsi à la décision de l'administration des territoires d'outre-mer de fermer leur foyer.

L'argument invoqué, pour cette fermeture, était « le danger d'un développement de l'agitation ». Comme ce foyer était occupé aussi par des appelés, lors de leurs permissions, une circulaire leur interdit désormais de séjourner dans Paris. Une pétition circule à ce sujet dans les casernes.

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LE NICARAGUA

Jeudi 21 septembre à 20 h
26, rue Cabanis
75014 Paris. Mo Glacière

Information sur la situation au Nicaragua avec la participation d'un membre du front sandiniste de libération nationale (FSNL)

Comité de solidarité avec le peuple du Nicaragua
67, rue du Théâtre
75015 Paris

Palestine

Les habitants des principales villes de Cisjordanie ont largement répondu au mot d'ordre de grève pour mercredi. Lancé par l'OLP, ce mot d'ordre faisait suite à l'accord de Camp David. A Naplouse, les commerces étaient fermés à 100 %. Les lycéens ont défilé dans la ville derrière des drapeaux palestiniens, lapidant au passage des soldats israéliens. Plusieurs routes de la région ont été bloquées par des barrages érigés par les manifestants.

Grande-Bretagne

Un scandale d'ampleur internationale vient d'éclater à Londres. Selon un rapport publié récemment, l'ancien premier ministre Wilson aurait facilité l'implantation d'un système de livraisons clandestines de pétrole au régime raciste rodhésien, et ce, en violation des sanctions décidées par le conseil de sécurité de l'ONU.

Plusieurs compagnies sont impliquées dans ce trafic : Shell, BP et la filiale sud-africaine de Total. Au fait, Total, c'est français, et même sous contrôle de l'Etat. On est en droit d'exiger, nous aussi, des explications.

Tout va très bien, Monsieur Paul Laurent ?

Le but du livre de Paul Laurent «Le PCF tel qu'il est» : prouver que le PCF est un parti démocratique. Objectif non atteint

Dans le livre qu'il vient de faire publier par les Editions sociales, «Le PCF tel qu'il est», Paul Laurent, membre du Bureau politique, s'est fixé comme objectif de prouver que son parti est un parti démocratique. Même, dit-il, s'il y a quelques bavures. Mais, après avoir lu ce livre de 174 pages, les militants du PCF ne peuvent se trouver convaincus que s'ils l'étaient déjà avant. Ce qui est de moins en moins le cas.

L'essentiel du livre est consacré à montrer que les structures de fonctionnement, les divers organismes du PCF ne sont pas anti-démocratiques, comme le prétendrait la presse bourgeoise. Vision défensive s'il en est qui, de plus, ne va pas au fond des choses.

DES QUESTIONS, MAIS...

Dans le long chapitre intitulé «Le plus démocratique», Laurent s'évertue à répondre à des questions qui se posent à la base du parti et que les contestataires en vue ont, eux aussi, exprimées à leur manière : le droit de s'exprimer dans le PCF, le débat doit-il être interne au PCF ou peut-il être public ? Est-il bon d'avoir des permanents, donc des responsables non-élus ? Peut-on accepter des tendances ? Est-il bon qu'il existe des « secrets de direction » ? N'est-ce pas une discipline étouffante que celle qui sévit encore dans le PCF ? etc.

Ce sont, bien sûr, des questions qui se posent. Mais c'est sans doute volontairement que Laurent les regarde par le petit bout de la lunette. Ce qui lui

permet d'affirmer qu'il existe dans le PCF toutes les structures permettant le débat et l'élaboration de la ligne de bas en haut et de haut en bas.

Comment expliquer alors qu'il ait fallu faire un tel bouquin pour se justifier et se défendre, comment expliquer aussi que le PCF reste divisé et ses militants peu mobilisés ?

Il faut, pour cela, aller plus au fond des choses, ce que Laurent n'a ni osé ni voulu faire. La question de la démocratie dans le PCF dépasse largement le cadre fixé par Paul Laurent. Que dit, en effet, Laurent lui-même sur le 22e congrès du PCF ?

«La politique du 22e congrès, c'est l'affirmation plus nette de toute une série d'aspects fondamentaux de notre politique : son caractère profondément national ; notre attachement total à l'idée du pluralisme ; le refus de tout modèle dans la marche au socialisme ; l'affirmation sans ambiguïté, sur la base de notre propre jugement, de divergences avec ce qui s'accomplit dans ce domaine dans certains pays socialistes ; la meilleure compréhension - et c'est peut-

être l'essentiel - de l'idée de développement de la démocratie comme moyen et comme but de notre action de marche progressive vers la transformation socialiste de la société. Tout cela fait la richesse du 22e congrès.»

LA LIGNE POLITIQUE

La question de la démocratie est donc liée à la ligne politique. Cela apparaît aussi à un autre moment important du livre dans le chapitre intitulé : «Militariser». Citons largement Paul Laurent :

«Nous avons eu récemment une réunion nationale importante sur le problème de la libération de la femme, à laquelle participait Georges Marchais. Eh bien ! Une des constatations de cette réunion c'est que, dans la mise au point des positions politiques du PC sur cet ensemble de problèmes, il y avait eu de très grands progrès, que nous étions dans une situation convenable du point de vue de l'élaboration de notre politique. Mais, quant à la connaissance, ne serait-ce que par la masse des organisations du Parti et des communistes, de toutes ces prises de positions, nous constatons de très grandes lacunes... on rencontre des phénomènes de méconnaissance à peu près complète d'une prise de position nouvelle ou intéressante du parti.» (Page 166.)

Cette affirmation est énorme !

Constatons tout d'abord que Laurent donne sans sourcilier une médaille à la direction, tout en s'en prenant aux militants de base. Constatons aussi que quelque chose ne doit pas fonctionner comme il le faut dans les (fameuses) structures de ce PCF, si ses militants ne connaissent pas les points fondamentaux et « novateurs » de sa politique. Ne peut-on pour le moins dire qu'il n'y a pas eu de débat réel, avant ou même après la décision, sur ces questions ?

Mais il y a plus à dire sur cette absence de mobilisation actuelle des militants du PCF. Citons une anecdote vécue et révélatrice.

Lors de la grève de Renault-Cléon, à la sortie d'une assemblée générale qui décida de la grève, un militant ouvrier du PCF s'a-

PAUL LAURENT LE PCF COMME IL EST

ENTRETIENS AVEC ROGER FAIVRE



La faucille et le marteau mis au clou. Un Paul Laurent qui s'interroge. On ne pouvait, en effet, mieux trouver.

dresse à un de ses responsables : «On fait tout de suite une réunion de cellule pour organiser la grève !» Il se vit opposer un refus. Sans doute n'était-ce pas la peine...

Il y a là plus qu'un manque de démocratie, il y a un refus de mobiliser les militants sur le terrain, pour mener la lutte. Ce n'est pas un cas isolé. Comment à la longue des militants peuvent-ils encore dans ce cas se sentir concernés par les belles déclarations d'intention et programmes de lutte élaborés au sommet.

C'est ainsi que l'on en arrive à la situation de cette cellule de Paris : le secrétaire convoque une réunion pour parler librement de l'URSS, personne ou presque ne vient. Pourtant, l'URSS intéresse les militants du PCF.

Laurent peut bien après cela faire semblant de pleurnicher sur le manque de cellules d'entreprises dans le PCF ou vanter les mérites de ces structures « démocratiques » permettant tout débat...

Il en va de même dans l'électorat du PCF. S'il perd des voix aux élections législatives partielles du Pas-de-Calais ou de Nancy, c'est bel et bien un désaveu de sa ligne politique.

On a le droit de tout dire au sein du PCF ? Admettons, mais à quoi cela peut-il servir tant que la ligne politique n'est pas mobilisatrice, qu'elle ne répond pas aux aspirations des travailleurs, qu'elle n'est pas reprise en mains par tout un parti pour devenir une arme de lutte ?

Voilà pourquoi les 175 pages d'autosatisfaction de Paul Laurent ne sont que du vent, disons même un mensonge. Pour que les travailleurs s'expriment démocratiquement, pour que vive la démocratie, il faut avant tout une ligne politique juste et mobilisatrice (ce qui n'est pas le cas non plus).

Philippe LECLERC

Contestation et exclusion

Plus question d'exclusion aujourd'hui dans le PCF par rapport à ses intellectuels contestataires, c'est du moins ce qu'affirme Laurent dans son livre. Garaudy serait-il le dernier exclu ? Il y a de cela dix ans. Il faut dire qu'il développait alors des idées sur la Tchécoslovaquie notamment qui sont, dans une très large mesure, reprises par la direction du PCF aujourd'hui.

Nouvelle attitude par rapport aux contestataires donc. On ne les exclut plus, on tente de les récupérer :

«Mais ce n'est pas en brandissant la menace de sanction que vont se régler les problèmes. Nous voulons simplement créer une situation où il soit bien clair que ce genre d'attitude est réprochée par l'immense majorité des communistes. Nous voulons convaincre les camarades qui se sont laissés entraîner à ces activités qu'ils portent tort à la politique du parti et au développement de nos idées politiques.» (Page 147)

Sans doute, cela est-il dû au fait que les contradictions ne sont pas aussi aiguës que cela puisque Elleinstein lui-même reprenait l'idée de Marchais à la fête de l'Humanité : il n'y a pas de contestataires au PCF, mais des camarades qui discutent. Mais, sans doute, aussi bien des militants de base n'auraient pas admis que l'on exclut l'une ou l'autre des personnalités contestataires en vue, même s'ils ne sont pas d'accord avec toutes leurs idées ou toute leur attitude.

Précision toutefois que Laurent ajoute aussitôt : «Qu'on ne prenne pas cela pour une espèce de tolérance». Toujours est-il que cette attitude des dirigeants du PCF tranche sensiblement avec l'attitude qu'ils avaient pensé pouvoir adopter au point de départ, en condamnant Elleinstein et Althusser, qualifiés, selon les jours, de « liquidateurs » ou de « menteurs », « d'agents du PS » ou « d'alliés de la grande bourgeoisie ».

L'URSS et le XXIIe congrès

Commentant le 22e congrès du PCF, Paul Laurent a repris une idée-clé du livre «L'URSS et nous», autre événement de cette rentrée dans la définition de la politique du PCF :

«Nous avons aussi clairement affirmé que nous ne pourrions reconnaître aucun modèle de notre marche au socialisme... De plus, le 22e congrès a également affirmé avec force son désaccord avec des pratiques antidémocratiques qui violent l'exercice de certaines libertés fondamentales dans les pays socialistes.»

«L'URSS et nous» et «Le PCF comme il est» sont, en effet, les deux livres par lesquels le PCF entend préparer son 23e congrès, en faisant le point, dans l'optique du Comité central, sur les critiques qui ont fusé de toutes parts depuis un mois.

Parents-professeurs unis contre Beullac Titulaires-auxiliaires unis contre Beullac

Beullac s'est trompé. La rentrée scolaire ne s'opère pas dans le calme. Dans toute la France, les enseignants, les parents d'élèves se mobilisent pour

obtenir un nouveau CES comme à Ploeu-sur-Lié, pour réintégrer des maitres-auxiliaires comme à Rennes (Voir articles ci-contre).

La situation des maîtres auxiliaires à Rennes

L'Éducation nationale utilise les maîtres-auxiliaires comme bouche-trous. Elle nous donne des emplois ne correspondant pas à notre qualification. Par exemple, des licenciés en espagnol enseignent comment faire du béton armé ou de la soudure à l'arc.

Elle nous fait faire des remplacements sur toute la Bretagne sans indemnités de déplacement.

A chaque rentrée, nous connaissons de nouveau l'angoisse de nous retrouver au chômage.

A cette rentrée, l'académie a décidé que 50% des maîtres-auxiliaires ne seraient pas réemployés, que 30% des maîtres-auxiliaires auraient un demi-poste, soit un demi-salaire.

L'Éducation nationale ne crée pas de postes, alors que les classes sont surchargées, que des cours ne sont pas assurés (musique, dessin, travaux manuels, etc.)

Elle vide les auxiliaires et utilise les nouveaux titulaires pour les remplacements. Elle impose des heures supplémentaires aux autres enseignants (qui ne s'en plaignent pas toujours).

Sur l'académie, il y a un contingent de 10 000 heures supplémentaires... De quoi créer des postes. Mais à Rennes, la lutte s'organise.

MOBILISATION DES MAITRES AUXILIAIRES

A l'appel de la commis-

sion des maitres-auxiliaires du SGEN, une bonne centaine de maîtres-auxiliaires se sont réunis en assemblée générale, le lundi 11 septembre. Il s'est avéré nécessaire de prendre contact avec les maîtres-auxiliaires chômeurs et isolés sur l'académie. A cette assemblée générale, des propositions de lutte ont été faites aux sections syndicales dans les établissements :

- Refus des heures supplémentaires
- Dédoublage des classes surchargées.

Dès le jour de la rentrée, des sections syndicales se sont mises en grève pour le réemploi des maîtres-auxiliaires.

Nous avons décidé d'organiser, mercredi 27 septembre, un rassemblement à Rennes, son succès sera déterminant dans notre lutte pour le réemploi et la titularisation immédiate de tous les auxiliaires.

Nous ne sommes pas les seuls à lutter pour le droit au travail. Il faut unir les luttes, c'est pourquoi le samedi 16 septembre nous avons participé à l'action « emploi et droit au repos », organisée par le syndicat du commerce CFDT de Mammouth. Le lundi 25 septembre, nous serons à la manifestation organisée par la section CGT de la SPLI pour le réemploi des 1 500 licenciés.

Un maître-auxiliaire au chômage

SGEN : syndicat général de l'Éducation nationale.

Parents, enseignants unis pour un nouveau CES

A Ploeu sur Lié (petite commune des Côtes-du-Nord) les parents réunis en assemblée générale décident de boycotter la rentrée et ce jusqu'au mardi 19 septembre inclus, par 195 voix contre 7. Vendredi, treize élèves (des nouveaux venus pour la plupart) étaient seuls présents du CES, personne en primaire, quatre en maternelle.

Tout le personnel du CES réuni en assemblée générale à son tour décidait de soutenir l'action des parents et de faire grève mardi 19 septembre, pour accompagner les parents qui vont intervenir au conseil régional qui tient ce jour-là sa commission scolaire.

Pourquoi tout ce mouvement ?

Parce que les parents, les élèves et le personnel en ont assez d'attendre un nouveau CES qu'on leur promet depuis quatre ans et qui ne vient jamais. Pourquoi en effet, les élèves et le personnel devraient-ils plus longtemps travailler avec sept degrés l'hiver dans certaines salles ? Pourquoi les internes n'ont-ils toujours ni douches, ni eau chaude à l'internat ? Pourquoi les profs de physique par exemple doivent-ils trimballer un matériel lourd et dangereux d'une salle à l'autre car ils n'ont toujours pas de laboratoire ? Pourquoi conti-

nuer à travailler dans des baraquements ?

Tout ça parce que Ploeu est un petit bourg sans beaucoup d'avenir économique : il n'y a qu'une seule petite usine et le CES est d'ailleurs le deuxième employeur de la commune. Déjà nombreux sont les jeunes et les moins jeunes qui ont été contraints de partir travailler à Saint-Brieuc. Alors dans une situation de crise

comme celle que nous connaissons actuellement, ces messieurs de l'académie devraient d'un bon œil disparaître un CES, tout en sachant très bien qu'ainsi ils accentuent la désertification des campagnes.

Et bien les parents, les élèves et le personnel refusent de partir : ils veulent vivre et travailler au pays. Un CES neuf à Ploeu ! Correspondant de St-Brieuc

Lycées et CET : des délégués pour s'unir et pour lutter (2)

Les revendications

Nous avons commencé à publier hier une série d'articles que nous a communiquée la direction de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste et qui expriment les orientations adoptées en mars 1978 par la Conférence nationale de la JCMLF « sur les lycées et CET ».

Hier, nous avons vu comment la situation a changé dans les lycées et CET. Aujourd'hui, nous publions les axes revendicatifs répondant à ces changements.

LES REVENDICATIONS

Les lycéens et collégiens sont moins sensibles qu'il y a quatre ou cinq ans aux mots d'ordre généraux, à caractère politique même. Par contre, ils s'affrontent au capitalisme chaque jour à travers la vie qu'ils connaissent au bahut. C'est de ces préoccupations communes qu'il faut partir, sur la base de ce que chacun connaît et voit dans le bahut. C'est aussi de cette façon que l'on peut s'unir et avancer ensemble contre le capitalisme à l'école.

- Contre la répression et les brimades
- Pour les libertés d'expression, de sortie, de réunion, de représentation
- Contre les cours réactionnaires
- Pour organiser dans le lycée des activités culturelles ouvertes sur la vie et le monde, que les cours ignorent
- Contre les mauvaises conditions d'hygiène, de sécurité et de travail, aussi bien dans les lycées que dans les CET
- Contre le racisme et le sexisme
- Contre la discrimination entre lycéens et élèves du technique
- Contre les insuffisances d'effectifs en personnel dans l'établissement. Pour soutenir les luttes des personnels techniques et enseignants
- Pour l'enseignement des langues des minorités dans le cadre des horaires des langues vivantes.
- Pour soutenir les luttes locales ouvrières et paysannes, etc.

Mais au travers de ces revendications locales et particulières, ce qu'il faut dénoncer c'est l'école bourgeoise, ce qu'il faut combattre c'est le capitalisme à l'école. Il faut, pour mener cette lutte, chercher l'unité des élèves dans l'établissement, des lycéens avec les jeunes ouvriers des CET, des lycéens et CET avec les parents eux aussi travailleurs, avec les enseignants, les personnels et les travailleurs en lutte.

(Demain, nous aborderons les problèmes d'organisation des lycéens et collégiens et plus particulièrement le rôle qu'une classe peut donner au délégué de classe)

Télévision

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE A 20 h 30 SUR FR 3 : LES DOSSIERS NOIRS

Les rois secrets de l'Indochine.

Ce sont tous ceux qui, refusant le retrait de l'impérialisme français, ont tenté d'organiser des maquis anticomunistes en manipulant certaines populations, notamment celles influencées par diverses sectes religieuses. Bien que cette émission soit dominée par les témoignages de nombre de ceux qui contribuèrent à favoriser ces combats d'arrière-garde du colonialisme agonisant, elle constitue un document intéressant à regarder avec un œil critique.

LUNDI 25 SEPTEMBRE SUR A 2 A 21 h35 : QUESTION DE TEMPS L'informatique et notre avenir.

Cette émission vient en conclusion de toutes celles consacrées par A 2 à l'informatique depuis le début de ce mois. Il s'agit d'un débat auquel participera Simon Nora auteur du rapport sur « L'informatisation de la société ». L'objet du débat sera de savoir, nous dit-on, si nous dominerons l'ordinateur ou s'il nous dominera. Mais la vraie question c'est de comprendre comment la bourgeoisie utilise l'informatique pour mieux asseoir sa domination. Un débat à suivre avec attention.

A 22 h 35 : L'EUROPE DES INDUSTRIES ET L'EUROPE DES CERVEAUX

Deux personnalités Louis Leprince-Ringuet (auteur de « Le grand merdier ») et Pierre Mayeur (auteur de « Le monde rompu ») parlent de la place de l'Europe dans le redéploiement des forces économiques mondiales, de la guerre économique, et du rôle des cerveaux. Pour notre information au moment où l'Europe est plus que jamais à l'ordre du jour, mais il est difficile avant de l'avoir entendus de savoir si ces propos présentent un intérêt.

MARDI 26 SEPTEMBRE A 20 h35 SUR A 2 : LES DOSSIERS DE L'ECRAN

débat sur : « La révolution de la communale » introduit par une film TV : « UN HUSSARD NOIR EN PAYS BLANC »

Ce film raconte les problèmes rencontrés par un instituteur dans un village de Vendée après les lois de Jules Ferry instituant l'enseignement primaire laïc, gratuit et obligatoire. Un sujet d'importance, mais comment sera-t-il traité ?

MERCREDI 27 SEPTEMBRE A 20 h 30 SUR FR 3 : M. KLEIN film de Joseph Losey

Paris en 1942, Robert Klein profite des persécutions contre les juifs pour leur acheter à bas prix des tableaux qu'ils sont obligés de vendre rapidement. Il va peu à peu être amené à s'identifier à un autre Robert Klein, juif celui-là, et à partager le sort de ceux qu'il avait exploités jusqu'alors. Un bon film.

MERCREDI 27 SEPTEMBRE A 22 h 30 SUR A 2 : GAMIN - No 1 : Los Chinchos

C'est un film document sur les bandes de gamins livrés par la misère à la rue de Bogota en Colombie. Tous ces enfants, fils de paysans sans terre, sont venus grossir les bidonvilles de la capitale quand la guerre civile faisait rage dans les années cinquante. Un témoignage d'un intérêt certain. La deuxième partie sera diffusée le dimanche 1er octobre.

VENDREDI 29 SEPTEMBRE SUR FR 3 A 20 h 30 : LE NOUVEAU VENDREDI : La Pologne à 20 ans

Enquête sur la jeunesse polonaise par la TV de Suisse romande. Nous ne connaissons pas ce document, mais même s'il comporte des faiblesses, il nous permettra certainement de saisir un certain nombre des contradictions de la société polonaise soumise au social-impérialisme.

A 21 h 30 : NOUS N'IRONS PLUS AUX CHAMPS

Film TV abordant sous forme de dramatique le problème des paysans chassés de leurs terres et obligés de se reconverter.

De Montréal

Vibrant hommage à Mao Tsé-toung

C'est dans la province du Québec, à Montréal, que la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada organisait, le 15 septembre, un grand meeting pour le 2e anniversaire de la mort de Mao Tsé-toung. D'autres meetings ont eu lieu également dans d'autres villes et régions du Canada.

A Montréal, la soirée reflétait une manifestation particulièrement vivante de l'internationalisme prolétarien. C'est, en effet, par les ovations enthousiastes de plus de 2 200 personnes, dont une forte proportion d'ouvriers, que furent accueillies les délégations du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine et des communistes marxistes-léninistes de France. Ces derniers étaient représentés par le camarade Claude Lebrun. Voici une partie de son intervention.

Il y a deux ans, une nouvelle bouleversait le monde : la mort du président, du camarade Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste de notre temps. Nous avons fait alors le serment de transformer notre douleur en force, de suivre à jamais son exemple et de lever bien haut le grand drapeau rouge du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Nous disions « *Il vivra à jamais* ». Nous pouvons dire aujourd'hui « *Il vit* ». Il vit chez le peuple chinois, il vit chez tous les marxistes-léninistes véritables, qui font du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsetoung leur guide pour l'action.

Nous saluons dans le président Houa Kouo-feng le digne continuateur du président Mao. C'est, en effet, sous sa direction clairvoyante et celle du Comité central du Parti communiste chinois, que fut balayée la sinistre bande des Quatre.

Mao Tsé-toung a déclenché, dans le Mouvement communiste international, la grande lutte contre le révisionnisme moderne ayant pour centre les révisionnistes soviétiques. Il a encouragé la création de nouveaux partis communistes, authentiquement marxistes-léninistes, dans le monde entier pour reprendre le glorieux drapeau rouge piétiné par les dirigeants révisionnistes. A la tête du Parti communiste chinois, il a grandement contribué à l'essor de la cause révolutionnaire du prolétariat mondial et à la cause des peuples en lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme des deux superpuissances.

Le président Mao n'a pas seulement appliqué victorieusement le marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la Chine, menant le peuple chinois à la victoire dans sa lutte de libération, puis dans l'édification du socialisme. Il l'a développé, il a fait des apports fondamentaux dans de nombreux domaines et l'a porté à des sommets jamais atteints.

De plus, en pratiquant l'analyse de classe à l'échelle mondiale, il a, en formulant la théorie des trois mondes, apporté une contribution essentielle à l'analyse du monde contemporain et à la définition de la stratégie mondiale. Avec la théorie des trois mondes, il a indiqué clairement la voie à suivre sur le plan international pour remporter la victoire dans la révolution, distinguer l'ami de l'ennemi, les ennemis principaux des forces intermédiaires.

Aujourd'hui plus que jamais, l'attitude par rapport à la grande Chine socialiste, au Parti communiste chinois et au président Houa Kouo-feng, est devenue une pierre de tou-

d'hui à une nouvelle répartition des forces à l'échelle internationale. Que ce soit à propos de l'expansion du social-impérialisme russe en Afrique ou en Indochine, les différentes forces politiques ont eu à déterminer leur position par rapport à l'hégémonisme.

Si le social-impérialisme a réussi — tout au moins provisoirement — à faire basculer dans son camp le Vietnam contre le Kampuchea démocratique, par contre il se retrouve mis au banc des accusés d'une manière plus évidente qu'auparavant par la République populaire et démocratique de Corée, la Roumanie, la Yougoslavie. Ceux-ci condamnent ses ingérences dans les affaires intérieures des autres pays et soutiennent la République populaire de Chine et le Kampuchea démocratique dans leur résistance à l'agression vietnamienne dont Moscou se sert, comme de Cuba en Afrique, pour étendre son hégémonie.

De même la signature du traité de paix et de coopération sino-japonais comprenant une clause antihégémonique, ainsi que les accords d'amitié avec la Lybie, montrent que la République populaire de Chine, loin d'être isolée, rencontre au contraire une sympathie grandissante aux yeux des peuples du monde. La Chine serre ses liens avec les pays et les peuples du tiers monde qui jouent un rôle croissant dans la lutte antihégémonique. Ceux qui attaquent la réalisation et le développement du front uni mondial contre l'hégémonisme des deux superpuissances se rangent en définitive aux côtés du social-impérialisme russe.

La furie de la campagne antichinoise ne fait que prouver la faiblesse de ses auteurs. La République populaire de Chine est le plus solide rempart contre l'attaque généralisée du social-impérialisme russe sur tous les continents. Elle est, avec les peuples du tiers monde, le grand rempart aux préparatifs de guerre des deux superpuissances.



SOUSCRIPTION

Nous continuerons à publier régulièrement la liste des souscriptions qui nous sont adressées, maints lecteurs nous en ayant fait la demande. Nous appelons nos lecteurs à intensifier leurs efforts, étant donné les fortes sommes qui nous restent à réunir. Au 20 septembre, la souscription se monte à 24 millions.

TOTAL PRÉCÉDENT : 202 732,56 F

Les marxistes-léninistes de Metz	200 F
Soutien pour l'été — Rennes	1 000 F
CP Commune de Paris	470 F
Paris ville	1 410,30 F
Languedoc Roussillon	630 F
Morlaix	300 F
CP Fabien (École) Paris	98,10 F
Clermont Ferrand (sur un héritage qui doit être de la plus value extorquée aux travailleurs... juste retour des choses : don pour HR	20 000 F
L.J.P. — Lyon	17 F
Pour les 100 millions en décembre, 2 ouvriers de Lorient	200 F
Souscription collectivité CJML	110 F
TJC Brest	1 100 F
D.G Theix	1 100 F
V.M Vannes	100 F
LM Clermont/Oise	500 F
Sur héritage : le rédacteur en chef	1 000 F
Des militants du 15e	500 F
O.V.B Lille (supplément à réabonnement)	310 F
D.B Lille (supplément à réabonnement)	25 F
B. Chelles (supplément à réabonnement)	25 F
A.B.T C.J.C.	25 F
Argenteuil	25 F
Librairie Paris	70 F
Conférence régionale Languedoc-Roussillon	706 F
Rouen	58 F
Camille Porchet — Rouen	52 F
Supplément à réabonnement — VB Lyon	50 F
Pour les 100 millions... Ruelle	1 200 F
BA Grenoble	80 F
DC Toulouse	300 F
TJC Brest	2 580 F
CP Commune de Paris	633 F
Supplément à réabonnement BIM — HD St Jean-de-Maurienne	25 F
Supplément à BIM — SL Terrasson	7 F
Oser lutter, oser vaincre — Beauvais	310 F
DVB Lille	500 F
DVB Lille	5 F
PH Morlaix	5 F
TOTAL AU 1/9/78	237 536,96 F

ANCIEN TOTAL 237 536,96 F

Supplément à réabonnement BIM :

A. Vannes	25 F
LMN Bretagne	12 F
Quotidien plus BIM — SM Gemenos	75 F
MD Guingamp sur vente de produits agricoles et cultures personnelles des camarades paysans	340 F
Deux paysans travailleurs	70 F
Un ouvrier agricole	100 F
Un instituteur	200 F
Un délégué syndical CFDT au Crédit agricole et sa femme renouvellent abonnement au journal	50 F
SJP Clermont-Ferrand	100 F
Un sympathisant 77	100 F
Agen	55 F
BA — Grenoble	250 F
Supplément à réabonnement HTH Rennes	70 F
Supplément à quotidien plus BIM :	
MF Reims	32 F
CPH Chantonnag	80 F
LBM Saint Briec	1 000 F
Une partie de mon salaire dans un centre aéré en juillet — MR Nantes	1 500 F
Un de nos sympathisants proches	50 F
Pour que vive et se développe notre HR et qu'il serve notre combat — AM/CH Nord	500 F
Supplément à réabonnement HGD — Claret	25 F
CG Saint-Jorioz	500 F
Supplément à réabonnement DR Nancy	150 F
Corbeil	987,50 F
Un sympathisant (77)	20 F
Supplément à abonnement BM Redon	70 F
Clara Zetkin — Sud	100 F
Supplément à réabonnement VP	150 F
NOUVEAU TOTAL AU 7-09-78	244 648,46 F

SOUSCRIPTION TOTAL PRÉCÉDENT 244 648,46 F

Supplément à réabonnement BIM et quotidien :

SJ Fontenay	175 F
Supplément à abonnement Quotidien	
B.B — Saint-Denis	150 F
Réabonnement AC Dijon	150 F
Des marxistes-léninistes de Laval	695 F
EB Montpellier	200 F
VG Lille	20 F
EB Montpellier	200 F
Supplément à abonnement JLD	10 F
" " " D. CH.	10 F
" " " D.G	20 F
Don anonyme	99,80 F
Supplément à abonnement quotidien plus BIM — LR Rennes	25 F
Supplément à abonnement BIM — LJ Oise	10 F
Supplément à BIM — CB	25 F

NOUVEAU TOTAL AU 20/09/78 248 805,26 F

Roubaix

La rentrée scolaire vue par des mères de famille

Des mères de famille, un ouvrier, une jeune apprentie, et une institutrice ont témoigné à l'incitation des communistes marxistes-léninistes sur la lourde charge qu'est la rentrée scolaire.

Les familles doivent faire face à de nombreuses dépenses : habiller les enfants, payer leur cantine, payer leur bus. Aucune allocation de la Caisse d'allocations familiales (CAF) n'est prévue pour les enfants qui entrent en maternelle. Les municipalités donnent une aide très mince aux familles, quand elles en donnent une...

Et puis pourquoi se priver pour une école qui ne donnera que des chômeurs ?

Cette année, avez-vous l'impression que la rentrée des enfants vous coûte plus cher que celles des autres années ?

MME Z... Oui, je trouve que ce n'est pas juste que les enfants en primaire aient une allocation, tandis que ceux qui rentrent à la maternelle n'ont absolument rien, alors qu'on dépense autant d'argent.

Combien avez-vous par enfant, en primaire ?

MME D... Moi j'ai 170 F par enfant.

Trouvez-vous cela suffisant ?

MME D... Non, ma fille a son tablier et après il faudra un maillot de bain pour aller à la piscine et puis un survêtement pour la gym.

MME Z... C'est dégoûtant, toutes ces dépenses.

MME D... J'ai acheté un car-

table dans les 50 F et un tablier 59 F, l'année dernière, j'ai été obligée d'acheter deux blouses, une bleue et une blanche. Elles ont servi un mois et après c'était fini. Elles sont dans mon armoire.

Tout acheté, à combien vous reviendra la rentrée par enfant ?

MME D... Au moins 500 F. J'en ai deux qui vont à l'école.

TOUJOURS PAYER

MME D... Moi, la coopérative c'est fini, je ne la paie plus.

UNE INSTITUTRICE : Il y a des institutrices qui demandent la coopérative et d'autres non. A l'école B, il faut donner 2,50 F par mois. L'année dernière, on avait refusé de demander la coopérative. On était à trois ou quatre. En début d'an-

née, on n'a pas de fournitures scolaires. Cette année on a eu trois paires de ciseaux par classe, quelques pinceaux, des bricoles !

L'année dernière, on a eu 30 F par classe. Alors il y a trois possibilités : soit on ne réclame pas la coopérative scolaire aux parents et on ne fait rien du tout vis-à-vis de la mairie, c'est l'institutrice qui paie de sa poche, soit on réclame la coopérative scolaire aux parents, on ne fait toujours rien à la mairie, soit on fait une action à la mairie, mais pour ça il faut que tous les parents soient d'accord !

La coopérative c'est un sérieux problème.

MME D... Pour mes deux filles, Anne-Catherine et Séverine, je n'ai jamais hésité à donner quelque chose, soit un œuf, soit une pomme pour les sciences naturelles par exemple. Je veux que ma fille soit aussi bien qu'une autre, alors je donne.

UNE INSTITUTRICE : Ce n'est pas acceptable qu'on soit toujours obligé de demander aux parents.

Alors, les grands mots sur l'école gratuite ?

MME Z... C'est de la blague, oui.

MME D... Pourquoi croyez-vous que le quart des gens qui regardent les informations ferment la télé. C'est toujours les mêmes bêtises qu'on répète tout au long de l'année.

MME Z... Ils promettent, ils promettent et c'est tout.

BOUALEM (Écolier de 11 ans) : A Henri Carré mon école, tous les mois, on paie trois francs. Ça fait 18 francs en six mois. Si on compte qu'il y a plusieurs enfants dans une famille, ça fait cher (dans la famille Boualem il y a sept enfants).

MME Z... Les enfants se font disputer parfois par les maîtres quand ils n'apportent pas d'argent pour la coopérative.

En fait, on n'est pas obligé, il n'y a pas de loi qui oblige à cela.

MME D... L'assurance scolaire, cette année, c'est plus cher que l'an dernier : 10 F et 25 F. On demande aux parents à quel hôpital les enfants doivent être conduits en cas d'accidents. Mais il est arrivé qu'un enfant saigne du nez pendant toute une journée, il a dû attendre que sa mère revienne à 4 h 30, pour être soigné, c'est pas normal.

MELLE A : Mon frère s'est blessé à la tête en jouant dans la cour, l'assurance n'a rien remboursé des frais, c'est ma mère qui a dû tout payer.

ILS PROFITENT DE LA RENTRÉE

MME D... J'ai quatre enfants, je dois les mettre à la cantine ; ça me coûte 100 F par semaine, 400 F par semaine, ça fait trop. Avant le père travaillait et il y avait un barème pour les familles nombreuses. La mairie aidait. Maintenant les familles nombreuses ne sont plus reconues. Il faut que les choses dont on a vraiment besoin diminuent : la cantine, les habits. Les enfants qui vont loin à



La rentrée scolaire : une allocation de 170 F par enfant. De quoi acheter un tablier et un survêtement. Et le reste ?

l'école n'ont pas de carte pour le bus, ça non plus, ce n'est pas juste.

UN OUVRIER (mari de Mme Z) : Les prix des vêtements pour enfants qui augmentent, vous trouvez ça normal ? C'est dégueulasse, c'est tout.

Ils ont augmenté tout ce qu'ils voulaient pour les gosses. C'est nécessaire, ça ne devrait pas augmenter. Les tabliers dans le temps, on les payait 15 F, maintenant c'est 40, 45, 50 F !

MME Z... J'ai reçu un papier du directeur ; il demande que chaque enfant ait son tablier. J'ai dépensé pour 90 F de tablier pour mes deux enfants.

MME D... Les grandes surfaces profitent de la rentrée des classes. Ils profitent de la fête des mères, de la fête des pères, de Noël, de tout.

LA MAIRIE NE FAIT RIEN

UN OUVRIER (mari de Mme Z) : Il y a des centaines de milliers de personnes comme nous. On devrait avoir des allocations, de la mairie par exemple.

MME Z... Quand les gens sont embêtés, la mairie ne fait rien. J'y suis allée, on m'a dit qu'il fallait prendre rendez-vous et revenir. J'ai pris rendez-vous, on m'a promis, on m'a promis la lune et la terre et finalement je n'ai rien eu. Il faut se débrouiller toute seule. J'ai vécu pendant un an avec 470 F par mois et j'attendais mon troisième bébé. Mon mari était handicapé.

L'ÉCOLE CETTE ÉTRANGÈRE :

MME D... On ne sait jamais ce qui s'est passé à l'école. On n'a pas de réunion de parents ; on ne parle pas aux institutrices, sauf une ou deux exceptions. C'est toujours sur le pas d'une porte ou dans la rue, c'est pas un endroit. Les parents et les maîtres devaient parler plus souvent ensemble des problèmes de l'école.

UNE INSTITUTRICE : Les parents ne sont pas au courant de ce qui se fait dans l'école.

MME D... Ma fille a été changée d'école et on ne m'a même pas prévenue. Pourquoi ma fille a-t-elle été dans cette école-là et pas la seconde ? Je n'ai pas mon mot à dire. J'ai demandé à la directrice : pourquoi n'ai-je pas été prévenue ? Elle m'a répondu : si vous croyez que je n'ai qu'à faire !

QUAND TON PÈRE EST UN SIMPLE OUVRIER, TU VAS EN USINE

MME D... Ce que les enfants apprennent à l'école, ça leur servira, mais à quoi, on se le demande.

MME Z... On en voit qui ont leur bac et qui font de la manutention, je trouve ça honteux ; les parents dépensent tant d'argent pour que leurs enfants poursuivent leurs études et quand ils sortent de l'école, ils n'ont pas de place.

MME D... Moi, j'ai dû travailler à quatorze ans, j'ai appris la couture et la cuisine ; j'ai eu mes diplômes, mais ils ne me servent plus à rien maintenant. Ils poussent les gens à faire des études et ils restent deux, trois ans au chômage.

MELLE A... Ma sœur est sortie du lycée, il y a deux ans et elle est encore au chômage.

MM D... Au sortir du centre d'apprentissage, on ne vous demande pas si vous voulez travailler à l'usine ou dans un hôpital pour servir les repas, par exemple ; moi, j'aurais préféré ça. Quand les parents sont aisés, plus hauts, vous comprenez ce que je veux dire, les enfants ont une meilleure place. Quand ton père est un simple ouvrier, tu vas directement à l'usine. Est-ce que vous croyez que des ouvriers comme nous pourront décider ? Pourquoi est-ce toujours les grands qui décident ?

Bureau de presse de Lille

La rentrée scolaire multipliée par 7

Voici le témoignage d'une mère de famille de sept enfants. Elle reste chez elle pour les élever. Le salaire du père avoisine 2 500 à 2 700 F par mois.

Q : La rentrée pour toi, c'est avant tout des frais ?

R : Ah oui ! Pour mon premier, qui est en 5e, cela me revient à 400 F et pour les autres, c'est à peu près pareil.

Q : Et les livres ?

R : La gratuité en 6e, en 5e, c'est de la blague. Pour le premier, j'ai dû en acheter trois autres.

Q : Les professeurs demandent autre chose alors ?

R : Bien sûr, un livre de latin coûte 16 F, et le professeur de musique du premier lui demande un cahier de musique et une flûte. Et s'il ne les a pas samedi, il risque d'être consigné. En français, il faut leur acheter trois ou quatre livres de poche par an et par enfant.

Q : Pour le primaire ?

R : Là, pour deux enfants, les maîtres donnent à peu près tout, mais pour deux autres, j'ai dû tout acheter.

Q : Et s'ils ne viennent pas avec tout ?

R : Il y a une pression sur les enfants. Ils se sentent coupables et les maîtres quelquefois « les prennent en grippe ».

Q : Est-ce que tu crois qu'on leur apprend des choses utiles ?

R : On se demande vraiment à quoi cela sert des fois. Le premier, qui a 13 ans, ne sait pas encore tourner une lettre et on lui fait apprendre du latin !

Q : Que touches-tu comme allocations ?

R : Comme allocations spéciales-rentreées, 170 F par enfant au lieu de 250 F l'année dernière (la vie a dû baisser !) et, l'année dernière, 600 F de bourse pour les deux premiers en deux fois, janvier et juillet. C'est pas grand-chose et, en plus, cela n'arrive pas quand il faut !

Q : Quand ils sont malades, tu disais que tu n'étais pas remboursée totalement ?

R : Oui, le père travaille dans une petite entreprise du bâtiment et n'a pas de mutuelle complémentaire. Pour le dentiste, par exemple, je suis remboursée que par la Sécurité sociale (60 %). Alors, en fait, la rentrée c'est plus d'un salaire qu'il faut verser.

(De notre correspondant de Beauvais)